Longeville-sur-Mer : finances de la commune

Commune · Vendée (85) · 2 463 habitants · tranche 2 000 à 3 499 habitants · comptes 2025

Pour l’exercice 2025, Longeville-sur-Mer affichait un encours de dette de 2,2 M€, soit 885 € par habitant, une épargne brute égale à 35,7 % de ses recettes de fonctionnement et une capacité de désendettement de 1,1 ans.

Dette par habitant
885 €
2,2 M€ au total

Capacité de désendettement
1,1 ans
dette ÷ épargne brute

Taux d’épargne brute
35,7 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
1 403 € / hab.
3,5 M€ au total

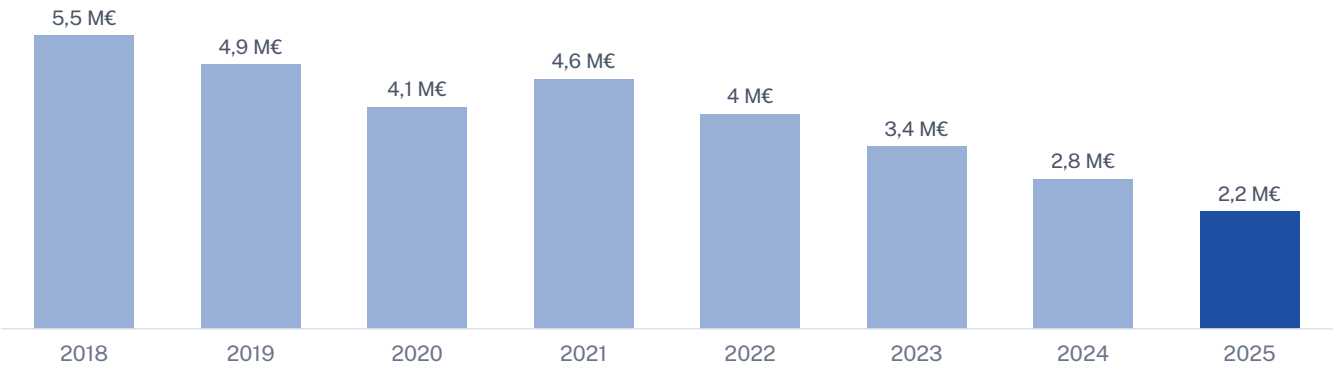
Les comptes de la commune en clair

Comptes consolidés de l’exercice 2025 publiés par l’OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 2 290 communes de 2 000 à 3 499 habitants (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n’est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d’être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	1 403 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	58,9 %	826 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Lui reste-t-il de l’argent en fin d’année ?	35,7 %	781 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut. Repère : vigilance sous 10 %, alerte sous 7 % (usage d’analyse financière, non réglementaire) (Au-dessus des repères).
Est-elle endettée ?	885 €	un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille. Repère : plafond national de référence de 12 ans de capacité de désendettement pour les communes (Sous le plafond).
Investit-elle ?	433 €	un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille.
Combien rapportent les impôts locaux ?	1 426 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.

Évolution depuis 2018

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette est passé de 5,5 M€ en 2018 à 2,2 M€ en 2025 (-60 %).

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2018	5,5 M€	41,2 %	3 ans	2,1 M€
2019	4,9 M€	41,7 %	2,5 ans	2,4 M€
2020	4,1 M€	31,6 %	3,2 ans	1,6 M€
2021	4,6 M€	34,1 %	3,3 ans	2,8 M€
2022	4 M€	35 %	2,5 ans	3,3 M€
2023	3,4 M€	35 %	2 ans	2,3 M€
2024	2,8 M€	37,7 %	1,4 ans	3 M€
2025	2,2 M€	35,7 %	1,1 ans	1,1 M€

Comparée à ses communes jumelles

Indicateur	Longeville-sur-Mer	Médiane des jumelles	Écart
Dette par habitant	885 €	1 479 €	−40,2 %
Impôts locaux par habitant	1 426 €	933 €	+52,8 %
Frais de personnel par habitant	826 €	753 €	+9,6 %
Investissement par habitant	433 €	750 €	−42,3 %
Taux d'épargne brute	35,7 %	22,1 %	
Capacité de désendettement	1,1 ans	3 ans	

Jumelles : Étel (56), Laroque-des-Albères (66), Plougasnou (29), Matignon (22), Groix (56), Barbâtre (85), Saint-Pierre-Quiberon (56), Penvénan (22), Bagnoles de l'Orne Normandie (61), Trégastel (22). Insee (taille, évolution, âges, revenu) ; comptes OFGL.

Le mandat 2020-2026 en chiffres

Indicateur	2019	2025	Évolution	Médiane dép.
Habitants	2 543	2 463	−3,1 %	+3,8 %
Dette par habitant	1 932 €	885 €	−54,2 %	−23,1 %
Impôts locaux par habitant	1 015 €	1 426 €	+40,5 %	+22,4 %
Frais de personnel par habitant	634 €	826 €	+30,3 %	+26,9 %
Taux d'épargne brute	41,7 %	35,7 %	−5,9 points	−5,9 points
Capacité de désendettement	2,5 ans	1,1 ans	−1,3 an	−0,5 an
Investissement cumulé 2020-2025, par habitant		5 786 €		2 458 €

Comptes consolidés OFGL 2019 et 2025 ; médiane : évolution médiane des communes du département. Une évolution ne juge pas la gestion.

Qui vit ici

Indicateur	Longeville-sur-Mer	Comparaison
Habitants (2023)	2 625	+7,2 % depuis 2012 (département : +10 %)
65 ans ou plus (2023)	45,4 %	département : 26,5 % · France : 21,3 %
Personnes couvertes par le RSA (2024)	1,9 pour 100 habitants	département : 1,7
Salariés du secteur privé (2025)	410	+72,3 % depuis 2015
Élèves des écoles (rentrée 2025)	131	−13,8 % depuis 2015
Indice de position sociale des écoles (2024-2025)	106,1	France : 105,8

Sources : Insee, populations municipales 1968-2023, recensement 2012-2017-2023, naissances et décès 2008-2025 (API Melodi, Licence Ouverte) ; Cnaf, allocataires par commune au 31 décembre 2020-2024 (data.caf.fr, Licence Ouverte), valeurs arrondies par la Cnaf ; Urssaf, établissements employeurs et effectifs salariés du secteur privé au 31 décembre (open.urssaf.fr, ODbL) ; Éducation nationale, effectifs d'élèves par école et indices de position sociale (data.education.gouv.fr, Licence Ouverte).

Les métiers des habitants

670 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; la commune compte 600 emplois, soit 93 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	Département	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	2,2 %	2,5 %	1,3 %	2,5 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	11,8 %	7,6 %	6,6 %	12,3 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	10 %	10,4 %	20,1 %	9,2 %
Professions intermédiaires	23,4 %	24,5 %	26,4 %	18,6 %
Employés	30,1 %	25,6 %	26,1 %	34,1 %
Ouvriers	22,5 %	29,3 %	19,5 %	23,3 %

Professions les plus exercées par les habitants : Vendée (85)

Profession	Habitants (environ)	Part
Aides-soignants	6 010	2,1 %
Conducteurs de poids lourds	5 130	1,8 %
Ouvriers peu qualifiés de l'agroalimentaire	4 320	1,5 %
Infirmiers en soins généraux salariés	4 210	1,4 %
Secrétaires, employés de la bureautique	4 200	1,4 %
Ouvriers peu qualifiés de la réception et de l'expédition	3 940	1,3 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	3 790	1,3 %
Autres employés d'aide à domicile et accueillants familiaux	3 730	1,3 %
Agents de service des établissements de santé	3 700	1,3 %
Enseignants titulaires du primaire	3 580	1,2 %
Employés des services comptables et financiers	3 540	1,2 %
Assistants maternels agréés	3 500	1,2 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Vendée (85)) : 33 330 au moins, dont 47,5 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Serveurs de cafés restaurants	1 949	27,4 %
Agriculteurs	1 624	49,3 %
Employés de l'hôtellerie	1 532	42,2 %
Employés de libre service	1 486	15,3 %
Aides de cuisine et employés polyvalents de la restauration	1 319	48,3 %
Professionnels de l'animation socioculturelle	1 028	25 %

Métier	Projets	Difficiles
Vendeurs en produits alimentaires	948	32 %
Cuisiniers	942	64,9 %
Aides-soignants	874	72,5 %
Ouviers peu qualifiés des industries agro-alimentaires	852	53,6 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l'État verse pour les investissements

Indicateur	Longeville-sur-Mer
Subventions d'investissement de l'État accordées (2018-2025)	778 k€ pour 3 projets
Par habitant	316 € (communes de même taille : 182 € ; département : 234 €, médianes)
Part du coût des projets payée par l'État	31,8 %
Aides de l'ADEME (conventions depuis 2021)	aucune aide publiée

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Marchés publics (2021 à 2025)

Indicateur	Longeville-sur-Mer	Vendée	Médiane des communes
Marchés attribués avec une seule offre	35 %	25,1 %	20 %
Marchés d'au moins 40 000 € HT passés sans mise en concurrence	0 %	1 %	0 %
Entreprises titulaires aujourd'hui fermées	6,2 %	2 %	0 %

Marchés publiés de 2021 à 2025 (données essentielles de la commande publique consolidées, data.gouv.fr) et répertoire Sirene du 01/11/2026. Repères à comprendre, pas des irrégularités.

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l'Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.